

# **FIDUCIAL REAL ESTATE**

Société Anonyme au capital de 25 000 000 €

Siège social : 41 Rue du capitaine GUYNEMER - 92925 LA DEFENSE CEDEX

R.C.S : NANTERRE N° 955 510 599

## **Rapport des Commissaires aux Comptes sur les Comptes Annuels**

---

**Exercice clos le 30 Septembre 2017**

**Cabinet ESCOFFIER**  
40 rue Laure Diebold  
69009 LYON

**Cabinet BOREL et ASSOCIES**  
Immeuble ODIN- 17 rue Louis Guérin  
69626 VILLEURBANNE CEDEX

Membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de LYON

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

---

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 30 Septembre 2017

Aux Actionnaires,

## 1. OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **FIDUCIAL REAL ESTATE** relatifs à l'exercice clos le **30 Septembre 2017**, établis en milliers d'euros, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil d'administration.

## 2. FONDEMENT DE L'OPINION

- **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

- **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> Octobre 2016 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) N°537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

## 3. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS – POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ***Titres de participations***

**Risques identifiés**

Les titres de participations détenus par votre société et figurant dans les comptes annuels clos au 30 Septembre 2017 s'élèvent à 17 846 K€.

A leur date d'entrée, les titres de participations sont comptabilisés au coût d'acquisition. Le cas échéant, ils sont dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire.

Comme indiqué dans la note 4.3.2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe comptable, « la valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres, en tenant compte des plus ou moins-values latentes éventuelles des éléments incorporels et corporels, ainsi que des perspectives de résultats de la société concernée ».

L'estimation de cette valeur d'utilité des titres requiert l'exercice du jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon les participations concernées. Ces éléments peuvent correspondre à des éléments historiques tels que les capitaux propres ou à des perspectives de résultats.

L'environnement économique dans lequel évoluent certaines filiales, peut entraîner une dégradation de leurs résultats. Dans ce contexte, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation et des produits financiers attachés, constituait un point clé d'audit.

**Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés**

Afin d'apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été fournies, nos travaux ont principalement consisté à vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la direction, est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés.

Nos travaux ont notamment consisté à vérifier, que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités concernées et que les ajustements éventuels opérés au titre des plus ou moins-values latentes, sont fondés sur une documentation probante.

Au-delà de l'appréciation des valeurs d'utilité des titres de participations, nos travaux ont également consisté à valider la comptabilisation des produits financiers attachés.

Nous avons contrôlé que la note 4.3.2 « Règles et méthodes comptables » dispensait une information financière appropriée dans l'annexe comptable.

- ***Avances en comptes courants***

**Risques identifiés**

Les avances en comptes courants réalisées par votre société à ses filiales sont très significatives.

Comme indiqué dans la note 4.3.2 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe comptable, « les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrabilité ».

Compte tenu des montants très significatifs des avances en comptes courants consenties par votre société, nous avons considéré que leur évaluation était un point clé d'audit.

### **Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés**

Nous avons notamment validé les réciprocity des avances en comptes courants réalisées par votre société ainsi que les rémunérations servies à ce titre au cours de l'exercice.

Nous avons également apprécié le caractère recouvrable de ces avances faites au profit de chaque entité.

Nous avons contrôlé que les notes 4.3.2 « Règles et méthodes comptables » et 4.4 « Note 8 -Eléments concernant les entreprises liées et les participations » dispensaient une information financière appropriée dans l'annexe comptable.

#### **4. VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

#### **5. INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES**

- ***Désignation des Commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société FIDUCIAL REAL ESTATE par l'assemblée générale du 30 Mai 1994 pour le Cabinet BOREL ET ASSOCIES ainsi que pour le Cabinet ESCOFFIER.

Au 30 Septembre 2017, le Cabinet BOREL ET ASSOCIES et le Cabinet ESCOFFIER étaient dans la 24<sup>ème</sup> année de leur mission. Les titres de la société étaient déjà admis aux négociations sur un marché réglementé lors de leurs prises de fonctions.

#### **6. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## **7. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

### **• Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- **Rapport au Conseil d'administration**

Nous remettons un rapport au Conseil d'administration qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

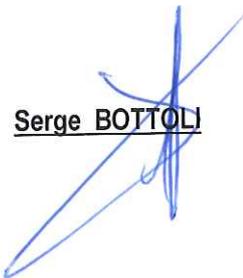
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil d'administration, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit. Ces points sont décrits dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil d'administration la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) N°537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 31 Janvier 2018

**Les Commissaires aux Comptes inscrits**

**Cabinet ESCOFFIER**

  
**Serge BOTTOL**

**Cabinet BOREL et ASSOCIES**

  
**Yves BOREL**

#### 4.1 - BILAN

#### ACTIF

(En milliers d'€uros)

ACTIF	Notes	30/09/2017			30/09/2016
		Montant brut	Amort. et provisions	Montant net	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Autres participations	1&9	17 846		17 846	44 514
Autres titres immobilisés	1				96
Autres immobilisations financières	1	2		2	2
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>17 848</b>		<b>17 848</b>	<b>44 612</b>
ACTIF CIRCULANT					
Autres créances	2	75 467	3	75 464	85 234
Trésorerie et équivalent de trésorerie	3	19 847	0	19 847	19 502
Charges constatées d'avance	4	20		20	20
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>95 334</b>	<b>3</b>	<b>95 331</b>	<b>104 755</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>113 182</b>	<b>3</b>	<b>113 179</b>	<b>149 367</b>

**PASSIF****(En milliers d'€uros)**

<b>PASSIF</b>	<b>Notes</b>	<b>30/09/2017</b>	<b>30/09/2016</b>
Capital social	5	25 000	25 000
Primes d'émission			
Réserve légale		2 061	19 55
Autres réserves			
Report à nouveau		16 386	18 351
Résultat		5 311	2 124
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>48 757</b>	<b>47 430</b>
Provisions pour risques et charges	7	650	300
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>650</b>	<b>300</b>
Dettes financières diverses			
Concours bancaires courants		7 505	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2	134	140
Dettes fiscales et sociales	2	1	
Autres dettes	2	56 131	101 497
<b>DETTES</b>		<b>63 771</b>	<b>101 637</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>113 179</b>	<b>149 367</b>

## 4.2 - COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'€uros)

(En milliers d'€uros)	Notes	2016/2017	2015/2016
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		<b>0</b>	<b>2</b>
Autres achats et charges externes		244	227
Impôts, taxes et versements assimilés		39	32
Dotations d'exploitation		0	1
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		<b>283</b>	<b>260</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>- 283</b>	<b>- 258</b>
Produits financiers de participations		5 619	2 409
Autres intérêts et produits assimilés		1 166	652
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>6</b>	<b>6 785</b>	<b>3 061</b>
Intérêts et charges assimilées		836	493
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>6</b>	<b>836</b>	<b>493</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>6</b>	<b>5 948</b>	<b>2 568</b>
<b>RESULTAT COURANT</b>		<b>5 666</b>	<b>2 310</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			
Produits exceptionnels sur opérations de capital		26 760	
Reprises Provisions dépréciation		801	114
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>7</b>	<b>27 561</b>	<b>114</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de capital		27 565	
Dotations exceptionnelles aux amort., depreciations et prov.		350	300
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>7</b>	<b>27 915</b>	<b>300</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>7</b>	<b>- 354</b>	<b>186</b>
Impôt sur les bénéfices	<b>11</b>	-	-
<b>RESULTAT NET</b>		<b>5 311</b>	<b>2 124</b>

## **4.3 - ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS**

### **4.3.1 - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

Le 29 septembre 2017 notre actionnaire principal, la société Fiducial SC a reclassé sa participation dans Fiducial Real Estate sous sa filiale Fiducial Financial Services. Cette opération a fait l'objet d'une dérogation de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) en date du 18 juillet 2017. La société Fiducial Financial Services détient désormais plus de 95% du capital social et des droits de vote de Fiducial Real Estate.

### **4.3.2 - REGLES ET METHODES COMPTABLES**

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

#### **Titres de participations**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat, hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence. Elle est éventuellement complétée par une provision pour risque dans le cas où la valeur d'inventaire serait négative.

La valeur d'inventaire est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres, en tenant compte des plus ou moins-values latentes éventuelles des éléments incorporels et corporels, et des perspectives de résultats de la société concernée.

#### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La valeur d'inventaire est appréciée créance par créance en fonction du risque de non recouvrabilité.

## Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

### 4.4 - NOTES EXPLICATIVES SUR LES ETATS FINANCIERS (en milliers d'€uros)

#### Note 1 - Immobilisations financières

Valeurs brutes	30/09/2016	Augmentation	Diminution	Reclas- sements	30/09/2017
Participations	45 315		-27 565	96	17 846
Autres titres immobilisés	96			-96	0
Autres immob. financières	2				2
<b>VALEUR BRUTE</b>	<b>45 413</b>		<b>-27 565</b>		<b>17 848</b>
Dépréciations cumulées	801		801		-
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>44 612</b>		<b>26 764</b>		<b>17 848</b>

Une provision pour dépréciation des titres de participation de PS2I a été reprise sur l'exercice pour un montant de 801 k€ suite à la cession des titres

## Note 2 - Echéance des créances et des dettes

<b>ETAT DES CREANCES</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>A plus d'1 an</b>
Autres immobilisations financières	2		2
Autres créances clients			
Créances fiscales et sociales	4	4	
Autres Créances	75 463	75 463	
Charges constatées d'avance	20	20	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>75 489</b>	<b>75 487</b>	<b>2</b>

<b>ETAT DES DETTES (en milliers d'euros)</b>	<b>Montant brut</b>	<b>A 1 an au plus</b>	<b>Entre 1 et 5 ans</b>	<b>A plus de 5 ans</b>
Emprunts et dettes financières divers	7 505	7 505		
Fournisseurs et comptes rattachés	134	134		
Dettes fiscales	1-	1		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres Dettes	56 131	56 131		
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>63 771</b>	<b>63 771</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## Note 3 – Trésorerie et équivalent de trésorerie

La trésorerie active s'élève à 19 847 K€ dont 250 K€ de disponibilités et 19 597 K€ de comptes à terme.

La société ne détient aucun placement représentant un risque en capital.

**Note 4 - Produits à recevoir, charges à payer et comptes de régularisation**

(En milliers d'euros)	Factures à recevoir	Avoir à recevoir	Charges constatées d'avance	Etat, charges à payer	Produits à recevoir
Honoraires	100		15		
Publications, annonces et insertions	12		3		
Frais bancaires	3				
Impôts et taxes				-	3
Cotisations			2		
Produits financiers					597
<b>TOTAL</b>	<b>115</b>	<b>-</b>	<b>20</b>	<b>-</b>	<b>600</b>

**Note 5 - Capital**

Au 30 septembre 2017, le capital social est de 25 000 000 €. Il est divisé en 2 414 000 actions ordinaires de même catégorie, entièrement libérées, émises au pair.

**Note 6 - Résultat financier**

Le résultat financier s'élevant à 5 948 K€ est principalement composé des dividendes reçus des filiales.

**Note 7 - Résultat exceptionnel**

Le résultat exceptionnel s'élevant à - 354 K€ est essentiellement composé d'une dotation aux provisions pour risque liée à un litige.

La participation détenue par F.R.E dans la société PS2I au 30/09/2016 a fait l'objet d'un reclassement (cession) auprès de la société Escurial. Cette opération n'a aucun impact significatif sur le résultat.

**Note 8 - Éléments concernant les entreprises liées et les participations**

Postes	Montant concernant les entreprises (en K€)	
	liées	avec lesquelles la société a un lien de participation
Participations	17 846	
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières	2	
Autres créances	75 463	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	23	
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes	56 131	
Produits de participations	5 613	
Autres produits financiers	949	
Charges financières	831	

Les avances en compte courant ont été rémunérées aux taux de 1.05 % sur l'exercice.

**Note 9 - Informations sur les filiales et participations (En euros)**

Sociétés détenues	Capital	Capitaux propres	Quote-part détenue	Valeur comptable	Résultat exercice	C.A. H.T. exercice
1) filiales à plus de 50%						
ESCURIAL S.A.S	16 500 000	38 771 675	100,00%	16 649 475	8 060 306	1 345 742
IMMOCIAL S.A.S	100 000	2 404 504	100,00%	100 000	1 114 453	458 852
FIDUCIAL ASSET MANAGEMENT S.A.S	1 000 000	3 447 433	100,00%	1 000 000	1 444 016	-

#### 4.5 - AUTRES INFORMATIONS

##### Note 10 – Effectif

La Société FIDUCIAL REAL ESTATE n'emploie aucun salarié.

##### Note 11 - Intégration fiscale

La société Fiducial Real Estate bénéficie du régime d'intégration fiscale.

La convention d'intégration fiscale prévoit que la charge d'impôt ou le cas échéant l'économie d'impôt (déficits fiscaux reportables, ...) résultant de ce régime incombe à la société tête de Groupe d'intégration.

Aucun impôt ne figure donc dans les états financiers au 30/09/2017.

##### Note 12 - Engagements financiers

En milliers d'€uros

	30/09/2017	30/09/2016
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Avals et cautions	137 496	145 355

#### 4.6 - RESULTATS FINANCIERS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(Chiffres en €uros)

DATE D'ARRETE	30/09/2017	30/09/2016	30/09/2015	30/09/2014	30/09/2013
Durée de l'exercice	12 mois				
<b>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000	25 000 000
Nombre d'actions					
- ordinaires	2 414 000	2 414 000	2 414 000	2 414 000	2 414 000
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion obligatoire					
- par droit de souscription					
<b>OPERATIONS et RESULTATS</b>					
Chiffre d'affaires H.T.					
Résultat avant impôts, participation, dotations amort. et provisions	4 859 115	2 308 327	14 508 806	1 830 748	4 910 703
Impôts sur les bénéfices	+535	0	0	0	0
Participation des salariés					
Dotations amort. et provisions	450 909	(184 108)	(919 951)		
Résultat net	5 310 559	2 124 219	13 588 855	1 830 748	4 910 703
Résultat distribué (1)	4,103 800	3 983 100	1 400 120	1 207 000	1 086 300
<b>RESULTAT PAR ACTION</b>					
Résultat après impôts, participation, avant dotations amort. et provisions	2,01	0,96	6,01	0,76	2,03
Résultat après impôts, participation, dotations amort. et provisions	2,20	0,88	5,63	0,76	2,03
Dividende attribué (1)	1,70	1,65	0,58	0,50	0,45
<b>PERSONNEL</b>					
Effectif moyen des salariés					
Masse salariale					
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité soc., œuvres sociales, ..)					

(1) Montant proposé à l'A.G.O.